

# Les retraites : un vrai « faux problème »

*Depuis plusieurs années, nous sommes soumis à un matraquage médiatique qui a pour but de faire intégrer à toute la population une seule et même rengaine : du fait de l'allongement de l'espérance de vie (fort inégalement répartie d'ailleurs, mais cela n'intéresse personne), du fait de la concurrence internationale, du fait de tant d'autres choses, notre système de retraites va à l'asphyxie, il ne sera plus possible de payer, etc. Une simple observation de la réalité économique montre que ces longs discours de pseudo-experts constituent purement et simplement une manipulation.*

**E**n effet, le problème de base, c'est de savoir à qui vont les « bénéfiques » dégagés par toutes les activités de production (ce qu'on appelle en gros en langage économique : la « plus-value » ou la « valeur ajoutée »).

Or, sur ce plan, les chiffres parlent. Citons un document incontesté du très officiel INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), dans « Le partage de la valeur ajoutée en France, 1949-2007 », P-A Pionnier, disponible sur le site de l'INSEE : en 1981, les trois quarts (74 % exactement) de la création de richesses produites en France allaient aux salariés. En 2009, ce pourcentage était tombé à 65% !

Le constat est donc simple : la part de la production que les travailleurs reçoivent a diminué de presque 10 % en moins de trente ans. Cela représente des sommes fabuleuses qui permettraient à elles seules de régler « le problème des retraites » si on le voulait.

En effet, en France pour la seule année 2009, la valeur ajoutée produite a été de 1 434 milliards d'euros. Si la répartition s'était faite dans les mêmes proportions qu'en 1981, 1 061 milliards d'euros auraient dû aller dans la poche des salariés. Dans la réalité, ils n'ont reçu que 932 milliards, soit une perte pour eux de 129 milliards. Ce qui est très supérieur aux 100 milliards d'euros de déficit prévu « pour le déficit des retraites » par le gouvernement à l'échéance 2050. Autrement dit, il suffirait de reprendre dans les bénéfices des patrons et des actionnaires la part supplémentaire de ce qu'ils nous volent annuellement (par rapport à 1981, époque à laquelle ils ne se gênaient déjà pas pour nous plumer) pour régler définitivement le problème !

Ce simple calcul à partir des données de l'INSEE, peu de gens le font, tant à gauche qu'à droite. A droite, on les comprend. A gauche aussi, car la chute de la part des salariés s'est essentiellement produite de 1983 à 1987, c'est-à-dire pour l'essentiel sous un gouvernement de gauche (soutenu par les socialistes, les communistes et autres verts). On comprend pourquoi les socialistes préfèrent regarder ailleurs quand il s'agit de proposer des solutions au problème des retraites : ils devraient commencer par faire leur autocritique ! Peu désireux de la faire, ils se placent délibérément sur le terrain de la droite, et cherchent à nous convaincre qu'il est indispensable de travailler plus longtemps.

Dans une période de chômage de masse pour la jeunesse, le gouvernement cherche à maintenir de force au travail les personnes de plus de 60 ans, dont certaines (bâtiment, agriculture, métallurgie, santé...) arrivent déjà épuisées à cette première limite ! Ce qui montre qu'on est ici non dans une logique économique imposée par le « besoin », mais dans un discours purement idéologique.

Constater que la part des salaires dans la valeur ajoutée, s'est effondrée de 1983 à 1987 (et n'a pas récupéré depuis), c'est une autre façon de constater que l'exploitation s'est faite plus forte. En effet les travailleurs, qu'ils soient dans le secteur des biens ou celui des services, produisent 100% de la richesse par leur travail – et non une simple part, comme le prétendent les écono-crétins qui enseignent l'économie dans les facultés – et une partie de celle-ci est volée par le patron. Plus la part volée par le patron est grande, plus forte est l'exploitation.

Pour les retraites, il ne s'agit donc pas d'un problème démographique comme « on » nous le dit à la quasi-unanimité, mais bien d'un problème politique et social.

Outre le gouvernement, le parlement, les médias et les partis politiques, d'autres comédiens entrent en jeu : les centrales syndicales. Tout comme les « forces politiques de gauche », elles sont partie prenante dans cette tartufferie. Rappelons-nous qu'en 2010 après avoir fait semblant d'ergoter sur des détails, les centrales syndicales ont organisé un enterrement de première classe pour un mouvement qui commençait à peine ! Le tout sur fond de « négociations » interminables (histoire d'endormir le populo) avec le patronat et l'Etat, négociations dont pas grand-chose n'avait transpiré. Rappelons-nous ces journées d'action répartie sur un mois quand une semaine de grève généralisée aurait suffi à faire échouer la réforme. Les syndicats n'avaient pas capitulé pas car ils avaient déjà négocié. Même si leur base les poussait (ce qui est l'espérance illusoire de nombre de gauchistes et libertaires syndiqués à la CGT, à la CFDT, à Solidaires, FO et autres UNSA), et les obligeait à aller un petit peu plus loin, ils ont, par avance, refusé de défendre les retraites.

Les centrales syndicales ne font qu'« accompagner » l'étranglement progressif des retraites. Elles jouent le jeu de ces psychologues « de cellules de crise » qui fleurissent sur les lieux de chaque catastrophe : vous faire accepter ce qui s'est passé (car « on n'y peut rien », n'est-ce pas, ma pauv'dame ?), sans que vous vous posiez trop de questions sur les responsabilités et surtout en vous enlevant toute envie d'agir contre les responsables. Car telle est la logique du réformisme quand il pose le capitalisme comme un fait acquis irréversible qu'on ne peut qu'amender : il nous dit qu'on préserve malgré tout l'essentiel, alors que c'est l'essentiel dont on fait ainsi son deuil.

Il est nécessaire de travailler à l'émergence d'une véritable organisation autonome de la classe exploitée. Car, au vu de ce qui se passe et de ce qui se prépare, ce n'est pas simplement les retraites qu'il faut défendre dans un mouvement de résistance contre l'aggravation de l'exploitation et de la misère, mais bien ce système économique et politique qu'il faut combattre.

# Construisons la résistance !

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, adhérent à la Confédération Nationale du Travail section de l'Association Internationale des Travailleurs, est une organisation révolutionnaire anarchosyndicaliste. Son but est la mise en place du communisme libertaire. Ses moyens sont l'action directe syndicale, la grève, le boycott, le sabotage du bénéfice patronale...

Pour nous contacter et recevoir deux exemplaires gratuits de notre presse  
Écrire à : Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT - BP 41176 - 34009 Montpellier cedex 1  
contact@cnt-ait-montpellier.org - <http://www.cnt-ait-montpellier.org/>  
Confédération Nationale du Travail - <http://www.cnt-ait-fr.org/>  
Association Internationale des Travailleurs - <http://www.iwa-ait.org/>